

ELLE AFFIRME ARRIVER EN DEUXIÈME POSITION

La terrible confession de Louisa Hanoune

Candidate à l'élection présidentielle pour la troisième fois de suite, 2004, 2009 et 2014, Louisa Hanoune a confessé en conférence de presse lundi à Alger qu'elle se classera deuxième derrière le candidat Bouteflika. Paradoxal tout de même qu'un candidat s'illustre dans pareille ambition ténue !

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - La secrétaire générale du Parti des travailleurs, une habituée désormais des courses à la magistrature suprême, n'a visiblement pas l'ambition débordante.

Un bon classement dans la course suffirait largement à son bonheur. Elle l'a dit elle-même en conférence de presse lundi. Elle a soutenu, en effet, qu'en cas d'élections libres, et dans le cas d'un second tour, elle sera celle qui rivalisera avec le candidat Bouteflika dont elle prédit une arrivée en tête de course. Il n'est pas coutumier qu'un participant à une compétition électorale, à plus forte

raison à une élection présidentielle, de reconnaître la victoire d'un adversaire par anticipation, c'est-à-dire avant que les urnes ne rendent leur verdict.

La déclaration de Louisa Hanoune s'interprète de deux manières, non exclusives toutefois : elle poursuit de légitimer, a priori, la reconduction de Bouteflika qui risque fort bien d'être contestée par le reste des candidats et elle trahirait, par ailleurs, un préétablisement de l'ordre d'arrivée des candidats en lice. Car si l'on raisonne sur la base de l'affluence populaire aux meetings des candidats durant les 21 jours de cam-

pagne électorale, la candidate du PT est loin de rafler la palme devant les deux autres postulants que sont Bouteflika et Benflis.

Faut-il sinon comprendre l'affirmation de Louisa Hanoune comme une réclamation de la place de dauphine ? Emule d'Hugo Chavez, le Bolivarien dont la politique a conduit le pays des tropiques vers une dangereuse impasse, Louisa Hanoune s'est à peine retenue d'applaudir à la trituration de la loi fondamentale en 2008 par laquelle Bouteflika s'est ouvert la voie pour un mandat à vie. D'ailleurs, elle n'a jamais, du moins depuis 2005, affiché d'adversité franche à l'encontre de Bouteflika. Elle se prévaut même du privilège d'avoir son écoute. L'affinité politique qu'elle entretiendrait à l'évidence avec le Président-sortant est apparue en filigrane de sa campagne électorale. A aucun moment, elle n'a cru de



Louisa Hanoune, SG du PT.

bonne guerre ne serait-ce que l'égratigner pour son absence à la campagne électorale pour cause de maladie. En revanche, elle en a fait une fixation sur Benflis. En 2004, Louisa Hanoune était placée

en quatrième position avec 1% des suffrages exprimés et en 2009, elle améliora un peu son score pour atteindre les 4,22%, correspondant à 604 250 voix.

S. A. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE ALI BENFLIS À J-2 DU SCRUTIN :

«Je m'interdirai de traiter de nos problèmes nationaux avec des officiels étrangers»

Le candidat Ali Benflis refuse de se taire en cas de fraude du clan Bouteflika pour imposer un quatrième mandat. Il l'a une nouvelle fois affirmé, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège de sa direction de campagne. Benflis a également dénoncé «les lamentations» du Président Abdelaziz Bouteflika face au ministre espagnol des Affaires étrangères.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - C'est un homme serein qui s'est présenté, hier, face à la presse. Quarante-huit heures avant le jour du scrutin, Ali Benflis a adressé, dans une déclaration liminaire, une mise au point à Abdelaziz Bouteflika et aux membres de son clan. Il commence par dénoncer les «lamentations» de son adversaire.

«Notre jeunesse refuse le paternalisme et les tutelles. Je l'en libérerai. N'est-ce pas à elle que nous devons l'expression d'indignation la plus massive lorsqu'un candidat a cru pouvoir se plaindre d'un autre candidat -votre interlocuteur- devant un représentant étranger ? N'est-ce pas elle qui a tenu à dire toute son incrédulité de voir ce candidat - de surcroît président d'honneur de l'Organisation nationale des moudjahidine - se lamenter devant un hôte étranger de la démarche légitime et légale d'un autre candidat ?», s'est-il indigné à propos de la récente rencontre entre le Président Abdelaziz Bouteflika et le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo y Marfil.

Le candidat indépendant qualifie d'intolérable cette sortie de Bouteflika. «L'Algérie est la fille de Novembre 1954 et ici plus qu'ailleurs nous tenons tous à ce que l'élection de son Président reste une affaire strictement algéro-algérienne au sujet de laquelle les puissances étrangères n'ont pas de droit de regard. Notre peuple, tout notre peuple sans exception aucune, ne peut tolérer ou accepter que son chef de l'Etat de son propre gré ou contre son gré, se permette un tel comportement contraire aux règles les plus élémentaires de la diplomatie. Quant à moi, je me suis toujours interdit et je m'interdirai toujours de traiter de nos problèmes nationaux à l'étranger ou avec des officiels étrangers. Il s'agit là d'une règle sacrée qui ne tolère aucune dérogation. Y déroger, c'est heurter la souveraineté et l'indépendance du pays, c'est blesser l'hon-



Benflis propose une véritable alternative aux Algériens.

neur de notre grand peuple et c'est surtout attenter à la fierté de notre Nation».

Il en va de même pour les accusations de «terrorisme» et de semeur de «fitna» proférées contre lui par le Président sortant. «Je tiens également à évoquer devant vous l'accusation de terrorisme qui a été portée de manière délibérée et irresponsable contre moi et mes soutiens devant une personnalité étrangère. Depuis quand le respect de la volonté du peuple est assimilé à la fitna ? J'ai veillé tout au long de cette campagne électorale à proposer aux Algériens une véritable alternative et un projet qui incarne toutes leurs espérances, m'interdisant de tomber dans le travers de l'insulte car pour moi, la politique et l'éthique sont deux mots qui se conjuguent au même temps. Ceux-là oublient ou feignent d'oublier que le peuple algérien est un témoin vigilant. Il sait et saura distinguer entre les tenants de l'honnêteté et ceux de la malhonnêteté; entre les adeptes de la démocratie et des libertés et ceux du pouvoir à vie et du pouvoir héréditaire», soulignera-t-il. Selon lui, «ces accusations renseignent sur l'état de panique et de désarroi qui s'est emparé de ceux qui les ont proférées d'une manière irresponsable».

«Je ne me tairai pas !»

Comment réagira Ali Benflis en cas de fraude massive pour imposer un quatrième mandat ? La question a été posée à plusieurs reprises lors de cette conférence de presse. «Je ne me tairai pas. Je refuse que l'on me vole. La fraude est une forme de ter-

rorisme. Celui qui veut élever la fraude au rang de constante nationale n'a qu'à prendre cette responsabilité. Pour ma part, je suis décidé à le combattre. Tout acte de fraude est une participation active à la pérennisation de la crise en Algérie», répondra-t-il. Il a insisté sur son refus de tout recours à la violence mais, indiquera-t-il avec une pointe d'humeur, ne «pourra empêcher les manifestations de joie» lorsqu'il sera élu. Il est également revenu sur le «plan de bataille» mis en place par sa direction de campagne pour faire face à la fraude. «Nous avons des représentants dans les 60 000 bureaux de vote en Algérie ainsi que dans l'ensemble des consulats à l'étranger. Nous comptons sur la compétence, la sincérité et le dévouement de ces contrôleurs pour barrer la route à la fraude. Ils sont armés jusqu'aux dents par leurs convictions. Ils sont décidés à être présents et à ne jamais quitter l'urne de vue».

Le rôle de l'institution militaire, notamment suite à la publication de l'éditorial de la revue *El Djeich*, a été évoqué par le candidat. Une nouvelle fois, il a indiqué être «convaincu de la neutralité de l'ANP. «Quels intérêts aurait l'ANP à ce que cette élection ne se déroule pas dans la neutralité ? Le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major a annoncé que l'armée serait neutre. Je n'ai pas de raison à ne pas prendre en considération cette déclaration officielle du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire».

Ali Benflis a saisi l'occasion de cette conférence de presse pour s'en prendre

frontalement à Amar Saâdani, auteur des attaques contre l'armée et les services de renseignement. «L'institution militaire est la colonne vertébrale de la Nation. L'ANP ne doit surtout pas être l'objet de déstabilisation ou d'attaque. Celui qui s'engage dans de telles pratiques n'a pas de culture de l'Etat. Celui qui a la culture de l'Etat, renforce toujours les institutions sécuritaires et l'armée. Il est venu (Amar Saâdani), au nom du Front de libération nationale, détruire une partie de l'Algérie».

Par ailleurs, une question sur la constitution d'un «stock d'armes en provenance de Libye» a provoqué l'hilarité du candidat. «Le chef de parti qui a fait ces déclarations est un pauvre homme. Je ne peux pas l'excuser mais je ne lui en veux pas car je sais qu'il est malmené», dira-t-il à propos de Douifi Amor Saïfi, le secrétaire général du Parti pour la démocratie qui avait porté ces accusations sur des chaînes de télévision privées.

A propos de la «cabale médiatique» menée contre lui ces derniers jours, le candidat a expliqué «être totalement indifférent» aux parties qui sont derrière le groupe de presse *Ennahar*, principal relais de ces attaques. Ali Benflis a démenti une éventuelle déclaration du président Liamine Zeroual appelant à voter pour lui. «Le président Liamine Zeroual est un exemple de probité. Je ne me rends chez lui que pour lui rendre visite. Je n'ai jamais évoqué avec lui la question de l'élection présidentielle car il a été le président de tous les Algériens. L'élection présidentielle ne concerne pas Zeroual et Benflis mais concerne avant tout le peuple algérien». Interpellé au sujet de l'absence de son rival durant cette campagne électorale, l'ancien chef de gouvernement s'est contenté de lui souhaiter un «prompt rétablissement» mais s'est engagé, une fois élu, à imposer le respect qui sied à son rang de chef d'Etat.

«Toute personne qui m'aura précédé à la tête de l'Etat algérien aura droit au respect, car l'Etat n'est pas ma propriété privée. L'Etat appartient au peuple algérien. Celui qui a eu l'honneur de devenir président de la République devient une partie de l'histoire de l'Algérie, quels que soient ses faits et réalisations».

Que fera Ali Benflis s'il n'est pas élu le 17 avril ? «Je resterai sur la scène politique si je ne suis pas élu. Je m'associerai aux partis politiques qui me soutiennent et aux formations et personnalités qui ont appelé au boycott pour lancer une initiative».

Photo : Samir Sid